

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 12/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LINGENHELD Environnement

Zone artisanale
67500 MARIENTHAL

Code AIOT : 0006703426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2022 dans l'établissement LINGENHELD Environnement implanté Zone artisanale 109, route de Bischwiller 67500 HAGUENAU. L'inspection a été annoncée le 30/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINGENHELD Environnement
- Zone artisanale 109, route de Bischwiller 67500 HAGUENAU
- Code AIOT : 0006703426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lingenheld environnement nord-alsace exerce des activités de tri, de transit et de valorisation des déchets de BTP sur son centre de Haguenau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la typologie des déchets ;
- les contrôles à l'admission;

- l'entreposage des déchets ;
- la gestion des anomalies à l'admission ;
- les moyens de lutte contre l'incendie
- l'isolement du réseau de collecte ;
- la traçabilité des déchets ;
- les installations électriques .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans l'enceinte du centre de tri, il existe un bâtiment qui fait l'objet d'une location depuis un mois. L'inspection ne l'a pas visité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 7.6.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Typologie déchets	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4	/	Sans objet
2	Contrôles à l'admission	Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 5.15	/	Sans objet
3	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 8.3.5	/	Sans objet
4	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 5.1.5	/	Sans objet
6	isolement du réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 4.3.12.7	/	Sans objet
7	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 8.3.4	/	Sans objet
8	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 8.3.4	/	Sans objet
9	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 8.3.5	/	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 7.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport de vérification des installations électriques fait état de 4 anomalies dont 1 est susceptible d'incendie ou d'explosion (rapport Q18).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4
Thème: Autre, valorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La capacité d'accueil de la plate-forme de valorisation de déchets et de la déchetterie est estimée à 69 750 tonnes par an, toutes catégories de déchets confondues. La répartition est donnée dans l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la base du rapport annuel 2021, les déchets reçus non dangereux valorisables et les tonnages correspondants de la plateforme de Lingenheld, sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 580,84 tonnes de métaux ferreux et non ferreux ; - 4502,96 tonnes de verres ; - 31,76 tonnes de pneumatiques ; - 9049,08 tonnes de déchets en mélanges ; - 4266,33 tonnes de papiers cartons ; - 172,22 de cartons d'emballages ; - 0 tonne de déchets d'équipement électrique et électronique ; - 0 tonne de déchets verts. <p>Les autres déchets reçus sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 39 888,85 tonnes de déchets inertes ; - 1 104 ,14 tonnes de bois non traités ; - 2 759,01 tonnes de déchets non dangereux et dangereux triés ou en mélange provenant des professionnels ; - 0 tonne de déchets dangereux. <p>En 2021, le total de déchets entrants est de 62 482, 80 tonnes dont 2 062,02 tonnes de refus de tri. Autrement dit , 96,5 % des déchets sont valorisés et les 3,5 % restant partent en incinération.</p> <p>Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 24/06/2016 , 4 limites de seuils du tonnage de déchets entrant ont été dépassés.</p> <p>L'exploitant informera l'inspection via un porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôles à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 5.15
Thème(s) : Autre, Contrôles à l'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour tous les matériaux entrants, l'exploitant effectue les contrôles minimaux suivants: <ul style="list-style-type: none">• Conformité des documents d'accompagnement du chargement ;• Masse livrée, par pesée enregistrée (pour les déchets minéraux arrivant sur la plate-forme de recyclage, la pesée enregistrée peut être remplacée par l'évaluation de la masse calculée à partir du volume et d'une densité moyenne) ;• Contrôle visuel au déchargement par un opérateur qualifié. Il est interdit de procéder à une dilution ou un mélange de déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.
Constats : Il existe les moyens suivants: <ul style="list-style-type: none">- une aire d'attente à l'intérieur- un radiomètre portatif destiné à la détection de la radioactivité- un pont bascule destiné à la pesée de la marchandise- 2 opérateurs, un à l'entrée du site au niveau du pont bascule et un autre au déchargement. Ces derniers réalisent un contrôle visuel des déchets L'interdiction des déchets radioactifs fait l'objet d'une signalisation au niveau du pont bascule. Nous avons demandé à l'exploitant si une dilution ou un mélange des déchets est susceptible d'être fait dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission . La réponse a été négative. S'agissant des déchets dangereux, le rapport annuel 2021 ne mentionne aucun tonnage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 8.3.5
Thème(s) : Autre, Identification des différents entreposages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. La durée maximale d'entreposage des déchets sur le site est de un an pour les déchets destinés à être éliminés et de 3 ans pour les déchets destinés à être valorisés.
Constats : Les déchets sont stockés à l'air libre. Un plan à l'entrée du site indique sur quelle partie de l'installation se diriger. Nous avons pu constater les aires d'entreposage sont clairement identifiables et distinctes des unes des autres. En l'occurrence , il s'agit des zones de stockage des balles cartons et de plastiques, des déchets inertes, des gravats à concasser, du béton enrobé, le verre et la ferraille. Ces derniers sont entourés de murs amovibles. A l'exception du stockage des déchets inertes, les aires sont sous rétention. Soulignons que la superficie permet d'entreposer les déchets susceptibles d'un départ de feu de façon éloigné (exemple : balles plastiques et cartons distant du stockage bois). Néanmoins, la zone de stockage des balles cartons et de plastiques et le hall de tri sont proches. A l'exception des gravats de démolition, la durée d'entreposage est en moyenne de 3 jours à 1 mois. Les gravats de démolition sont entreposés généralement pour une durée de 1 an. S'agissant des refus de tri , ils sont entreposés pendant environ 15 jours sur une aire dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des anomalies à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 5.1.5
Thème(s) : Autre, Procédure de refus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les critères d'admissibilité ainsi que le protocole d'admission des déchets sont définis par l'exploitant dans le respect des conditions précisés ci-dessous, des dispositions du Titre 8 du présent arrêté et des arrêtés ministériels concernés Tout déchet non-conforme ou suspect au déchargement doit être signalé par l'opérateur au responsable d'exploitation et rechargé. Les cas de refus sont enregistrés.
Constats : L'arrêté d'autorisation de l'installation impose à l'exploitant d'établir un protocole d'admission. L'inspection a bien reçu un exemplaire du protocole . Ce dernier fait état de l'origine géographique des déchets entrants soit 4 départements de la région Grand-Est ainsi que de l'Allemagne sous réserve de notification, des rubriques des déchets acceptés et de la procédure d'acceptation et de traçabilité. Le protocole prévoit qu'en cas de non conformité avec les critères d'acceptation l'évacuation et le rechargement des matériaux. Tout refus fait l'objet d'une fiche de non conformité. En l'occurrence, il peut s'agir d'un code déchet incorrect ou la détection d'amiante dans une benne. En cas de refus de tri, les déchets sont entreposés pendant environ 15 jours sur une aire dédiée. L'inspection a reçu le 16/11/2022, le registre des refus de tri pour la période allant du 01/11/2021 au 01/11/2022. L'intégralité des refus sont envoyés dans une installation d'incinération.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 7.6.4
Thème(s) : Autre, Moyen de lute Contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le débit d'eau total est de 150 m³ /h pendant 2 heures ; • d'un réseau d'eau incendie permettant d'alimenter des poteaux d'incendie normalisés (diamètre nominal 100 mm) implantés à moins de 100 mètres des entrées de chacune des cellules de l'établissement distants entre eux de 150 mètres maximum ; chaque poteau d'incendie doit assurer un débit minimum de 60 m³ /h pendant 2 heures sous une pression résiduelle minimale de 1 bar ; • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et inflammables, des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets et des postes de travail susceptibles de présenter des points chauds (cisaille, découpe au chalumeau, broyage des CSR, presses à balles.) ; • de robinets d'incendie armés, disposés dans le hall de stockage, au poste de presse des balles et à tout autre endroit nécessaire ; • de réserves de produits absorbants convenablement réparties, en quantité adaptée au risque ; sans être inférieure à 100 litres et des pelles ; • d'un moyen permettant d'alerter en toutes circonstances les services d'incendie et de secours. <p>Le personnel du site est formé à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> <p>Constats :</p> <p>En période de fortes chaleur l'exploitant limite le stockage de déchets non inertes afin de limiter les risques d'incendie.</p> <p>De plus, des caméras thermiques sont présentes au niveau du hall de tri. Au delà de 70°C, une alarme se déclenche au niveau du gardiennage du site et sur le téléphone du directeur.</p> <p>Un unique RIA installé est situé dans le hall de tri. Le hall d'une capacité de 2000 m³ comprend également la presse à balle .</p> <p>Comme indiqué dans le plan incendie , le hall de tri constitue la zone plus à risque susceptible d'incendie. En effet, la présence de déchets industriels banaux, de pneus, de cartons et de plastique constituent une zone hautement inflammable. Sont également présent 8 extincteurs d'une capacité totale 109 kg (procès-verbal d'intervention sur le parc extincteurs du 17/10/2022) .</p> <p>Un bassin de 400 m³ est vidangé environ tous les 2 ans.</p> <p>3 poteaux incendies sont présent sur site (1 à l'entrée du hall , 1 au milieu du pont bascule, et 1 avant d'entrer dans le site). Ils respectent les distances obligatoires définies dans l'autorisation.</p> <p>Une station-service , à l'usage exclusif des conducteurs de Lingenheld est présente sur le site. Elle est également dotée de moyens de lutte contre l'incendie : un extincteur et de sable. De plus , en raison de son activité le site dispose de 5 m³ de sables.</p> <p>Le dernier exercice de personnel remonte au 11/10/2021.</p>

Les employés disposent de téléphones pour alerter les services de secours.
S'agissant de la prescription relative au débit d'eau, celui-ci n'a pas encore été déterminé mais sera effectué prochainement.
Observations : En raison de la typologie des déchets et de la capacité du hall de tri, l'inspection considère que la présence minimale de 2 RIA est nécessaire pour lutter contre un incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 4.3.12.7
Thème(s) : Autre, isolement du réseau de Collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vanne de confinement est installée en sortie du bassin afin de pouvoir isoler le site du réseau communal en cas de besoin (pollution, incendie). Le volume total du bassin est de 400 m ³ . La fermeture de cette vanne est manuelle . La vanne est en position normale fermée. La vidange du bassin de confinement suit les principes par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Nous avons constaté l'accessibilité et le bon fonctionnement de la vanne . A cette fin, un opérateur se charge de vérifier régulièrement son état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 8.3.4
Thème(s) : Autre, registre des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La traçabilité des déchets admis sur le site doit être assurée.</p> <p>Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement, précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets, l'identité du transporteur et l'immatriculation du véhicule.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant nous a transmis un extrait du registre , soit le mois de septembre 2022.</p> <p>L'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation ne mentionne pas de zone de chalandise. Le registre fait état de déchet en provenance essentiellement du département Bas-Rhinois.</p> <p>Cela dit, l'exploitant nous a expliqué que le numéro CAP était enregistré dans le registre uniquement dans le cas d'une réception de déchets dangereux.</p> <p>Soulignons que l'AP du site lui permet de réceptionner des déchets dangereux mais selon les déclarations de nos interlocuteurs aucun déchet de ce type n'est réceptionné au sein de la plateforme.</p> <p>A ce titre, le rapport annuel 2021 ne mentionne aucun tonnage de déchet dangereux entrant (Piles/ Huiles moteur et végétales /Solvants et peintures / Déchets toxiques en quantités dispersés).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 8.3.4
Thème(s) : Autre, registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement, l'identité du transporteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mentions obligatoires sont présentes dans le registre. Il contient également différents codes de valorisation. Les déchets sont essentiellement envoyés vers des sites de matières ou énergétiques (papeterie , travaux publics , bois de chauffage , incinération).</p> <p>Une partie résiduelle des déchets sortants est envoyé vers des installations d'enfouissement .</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 8.3.5
Thème(s) : Autre, identification des différents entreposages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. La durée maximale d'entreposage des déchets sur le site est de un an pour les déchets destinés à être éliminés et de 3 ans pour les déchets destinés à être valorisés (5.1.5).
Constats : Les déchets sont stockés à l'air libre. Un plan à l'entrée du site indique sur quelle partie de l'installation se diriger. Nous avons pu constater que les aires d'entreposage sont clairement identifiables et distinctes des unes des autres. En l'occurrence , il s'agit des zones de stockage des balles cartons et de plastiques, des déchets inertes, des gravats à concassé, du béton enrobé, le verre et la ferraille. Ces derniers sont entourés de murs amovibles. A l'exception du stockage des déchets inertes, les aires sont sous rétention. Soulignons que la superficie permet d'entreposer les déchets susceptibles d'un départ de feu de façon éloigner (exemple : balles plastiques et cartons distant du stockage bois). Néanmoins, la zone de stockage des balles cartons et de plastiques et le hall de tri sont proches. A l'exception des gravats de démolition, la durée d'entreposage est en moyenne de 3 jours à 1 mois. Les gravats de démolition sont entreposés généralement pour une durée de 1 an. S'agissant des refus de tri , ils sont entreposés pendant environ 15 jours sur une aire dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2015, article 7.2.3
Thème(s) : Autre, installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant nous a transmis le 20/10/2022 par mail le rapport de vérification électricité périodique et le compte rendu de vérification périodique (Q18). Ces documents sont datés du 12/09/2022 Le rapport fait état de 4 observations : <ul style="list-style-type: none">- mettre à jour le schéma de l'installation électrique de l'armoire du centre de tri ;- nettoyer et dépoussiérer l'armoire d'alimentation du centre de tri ;- remettre un cache sur la prise de courant situé derrière le convoyeur ;- remettre en état la fiche de la scie à ruban au niveau de l'atelier . Le rapport mentionne que le constat de présence de poussière de l'armoire électrique du centre de tri a déjà été fait par le passé, notamment en 2011. Il a attendu que l'exploitant présente les dispositions qu'il prévoit de mettre en œuvre pour remédier aux constats réalisés dans le rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet